



COMMUNE DE MONTCEAUX



Dossier de Modification n°1 du PLU de Montceaux

1 – RAPPORT DE PRESENTATION

Plan Local d'Urbanisme de Montceaux approuvé le 17 décembre 2020

Modification n°1 du PLU de Montceaux :

Prescription par arrêté du Maire en date du 1^{er} juin 2021

Délibération d'approbation du Conseil Municipal en date ...

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Municipal du ...

Réf : 48056

SOMMAIRE

Sommaire	2
Préambule	3
Document d'urbanisme en vigueur.....	3
Les motivations de l'évolution du PLU	3
La procédure de modification	3
Rappel du contexte communal	5
Présentation générale de la commune	5
Contexte intercommunal de la commune	6
Les règles supra-communales	8
Le respect des orientations du PADD.....	10
Rappel des orientations du PADD du PLU	10
Un projet qui ne porte pas atteinte aux orientations du PADD du PLU.....	10
La modification du zonage	11
Modification de la zone Ue1/A	11
Modification de la zone Ux1/1AUx	12
La modification de la liste des emplacements réservés.....	14
La modification des orientations d'aménagement et de programmation.....	16
La prise en compte de l'environnement	19
Les enjeux environnementaux	19
L'absence d'impact sur les protections environnementales.....	22
Conclusion	23
Annexes	24
Annexe n°1 : Arrêté du Maire prescrivant la procédure de modification n°1 du PLU en date du 1 ^{er} juin 2021	24
Annexe n°2 : Courrier de la CCDSV.....	26

PREAMBULE

DOCUMENT D'URBANISME EN VIGUEUR

Le Plan Local d'Urbanisme de Montceaux a été approuvé par délibération du Conseil Municipal le 17 Décembre 2020. Le PLU n'a depuis pas fait l'objet de procédure.

LES MOTIVATIONS DE L'EVOLUTION DU PLU

Afin de mieux répondre aux projets locaux, des adaptations/ajustements du PLU sont nécessaires. La communes de Montceaux a ainsi prescrit une procédure de modification n°1 du PLU, sans remettre en question l'économie générale du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD). Elle porte sur le point suivant :

- La suppression de l'emplacement réservé R1 et la modification du zonage sur ce même secteur en reclassant les parcelles concernées de UE1 à A, le projet d'aménagement d'un équipement sportif n'étant plus d'actualité sur le site concerné ;
- La modification de l'emplacement réservé V2, la modification de l'OAP n°6 sur le secteur de Visionis et la modification du zonage sur ce même secteur en reclassant les parcelles concernées de 1AUx à Ux1, afin de prendre en compte le projet de développement d'une entreprise existante.

Dans ce cadre, plusieurs pièces du PLU opposable sont modifiées, à savoir les orientations d'aménagement et de programmation, les emplacements réservés et le plan de zonage. Les autres pièces du PLU demeurent inchangées.

LA PROCEDURE DE MODIFICATION

Cette modification est lancée conformément aux dispositions des articles L.153-41 à 44 du Code de l'Urbanisme :

Article L153-41 du Code de l'urbanisme : « *Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :*

1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;

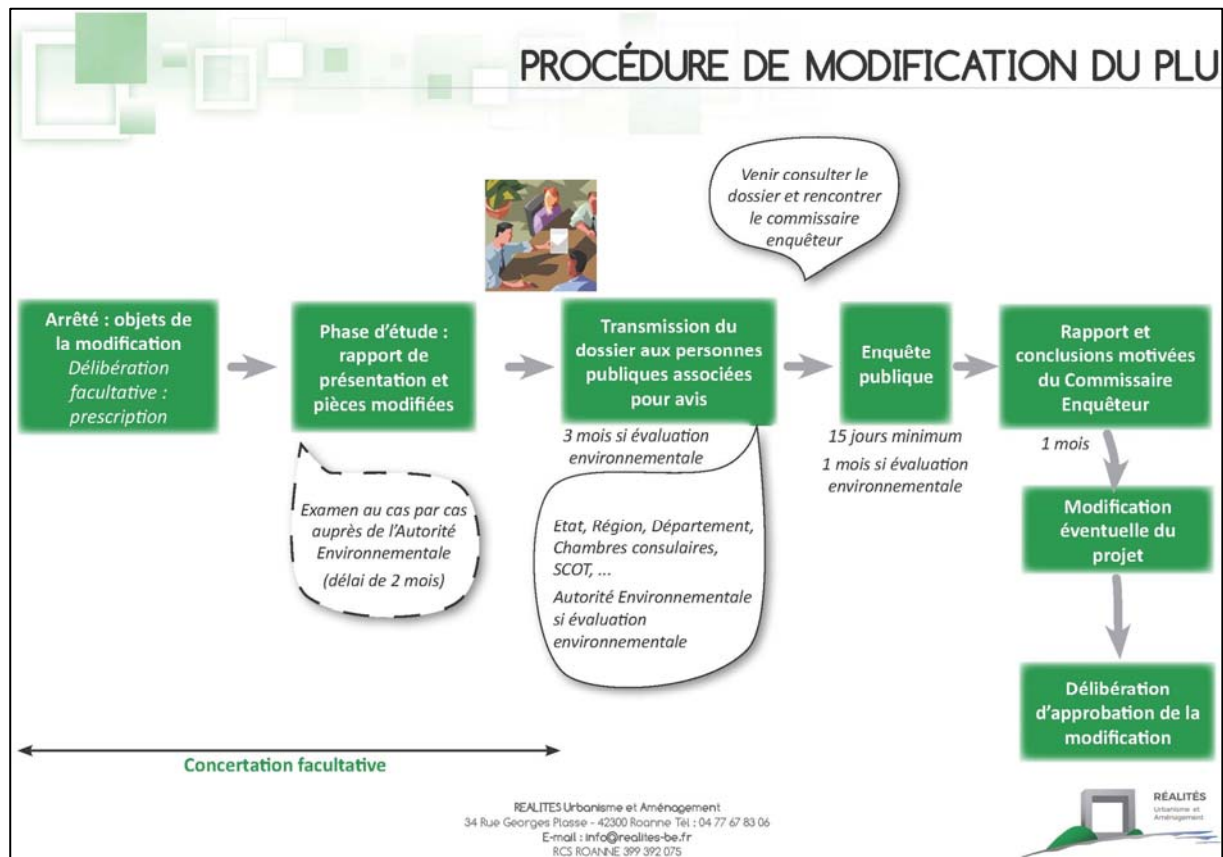
2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;

3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

4° Soit d'appliquer l'article L. 131-9 du présent code. »

Cette procédure de modification n°1 du PLU Montceaux a été prescrite par arrêté du Maire en date du 1^{er} juin 2021 (cet arrêté est joint en annexe du présent rapport). Au vu des enjeux, aucune concertation n'est engagée.

La commune de Montceaux ne dispose pas de site Natura 2000 sur son territoire. Le dossier de modification du PLU fait ainsi l'objet d'un examen au cas par cas auprès de la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) qui doit se prononcer sur la nécessité ou non de soumettre la procédure à la réalisation d'une évaluation environnementale.



Le dossier de modification est notifié, avant l'enquête publique, à l'ensemble des personnes publiques associées qui ont pu ainsi formuler leur avis.

Enfin, la modification sera approuvée en Conseil Municipal.

RAPPEL DU CONTEXTE COMMUNAL

PRESENTATION GENERALE DE LA COMMUNE

Données

Région : Auvergne Rhône-Alpes

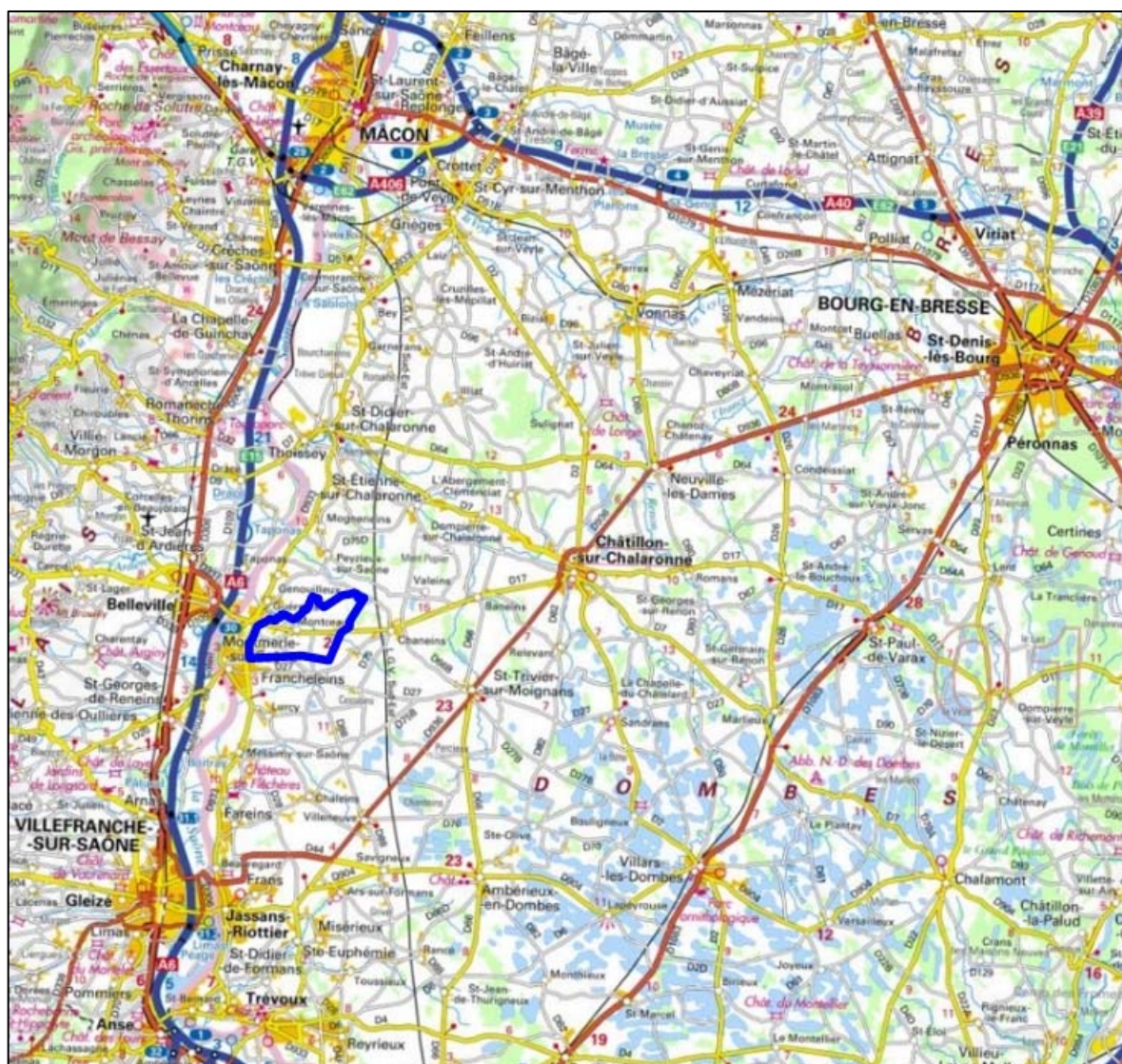
Département : Ain

Arrondissement : Bourg-en-Bresse

Superficie : 10,03 km² / 1 003 ha

Population : 1 195 habitants (RP2017)

Densité : 119,1 habitants / km²



Source : Géoportail

Situation

Montceaux est une commune du département de l'Ain, inscrite à environ 20 km au Nord Villefranche-sur-Saône et 5 km à l'Est de Belleville.

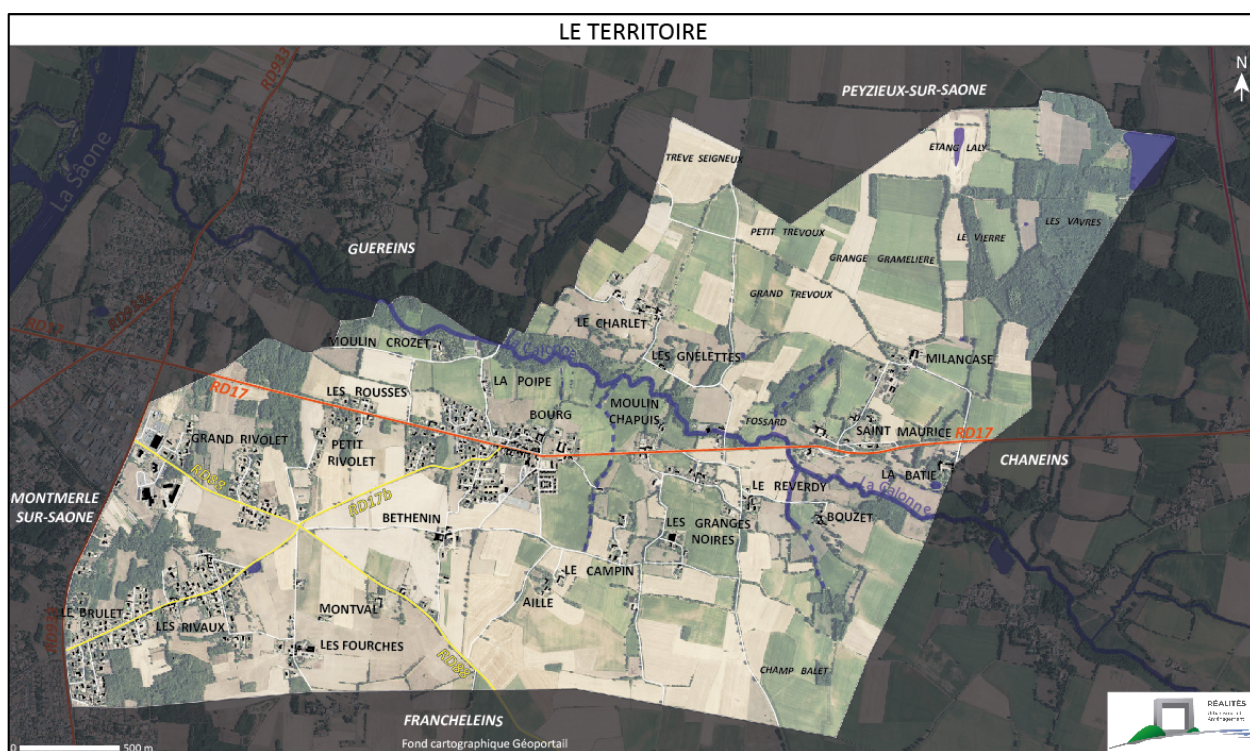
Elle est située dans la vallée de la Saône. Son altitude varie entre 180 mètres (aval de la vallée la Calonne) et 245 mètres (coteaux Nord-Est).

Montceaux est traversée par la RD933 en limite Ouest du territoire longeant la vallée de la Saône, et par la RD17, permettant de rallier Belleville à Chatillon-sur-Chalaronne.

Les communes limitrophes sont : Guéreins, Peyzieux-sur-Saône, Chaneins, Francheleins et Montmerle-sur-Saône.

La commune est traversée d'Est en Ouest par la rivière la Calonne. L'urbanisation est concentrée en plusieurs polarités :

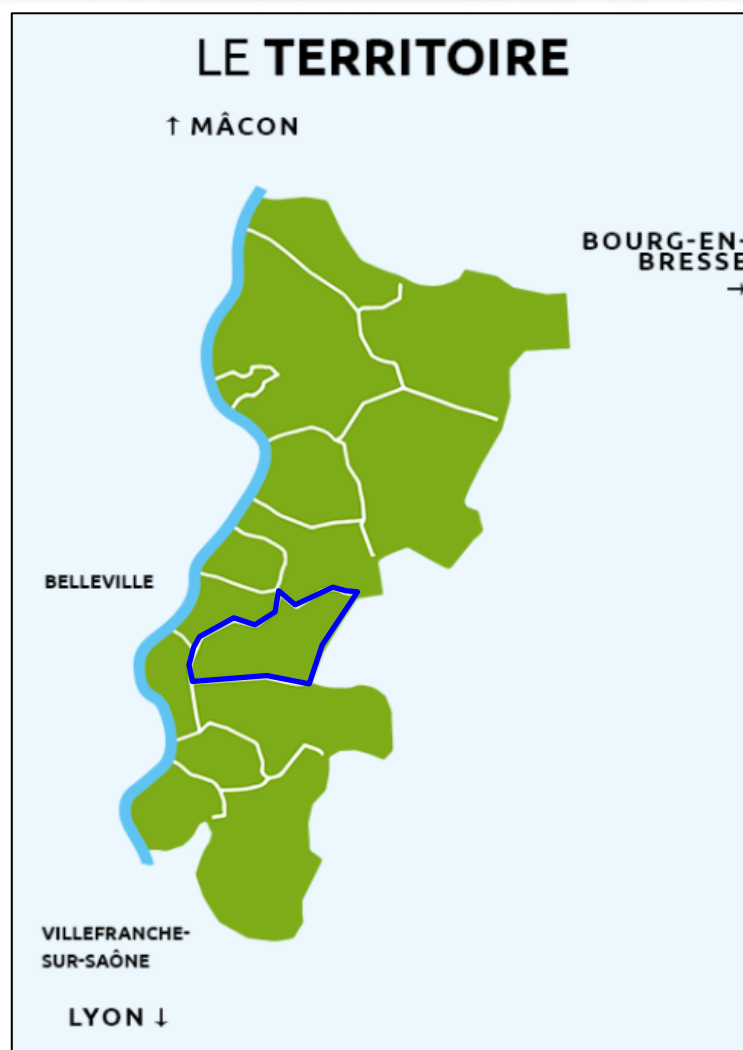
- Le bourg situé au centre de la commune,
- Un pôle secondaire : les Rivaux, au Sud-Ouest de la commune,
- Un pôle d'activités : Visionis, à l'Ouest de la commune,
- Un pôle d'équipements intercommunaux : Visiosport, à l'Ouest de la commune,
- Plusieurs secteurs d'habitat dispersé : le Rivolet, les Fourches, le Charlet...



CONTEXTE INTERCOMMUNAL DE LA COMMUNE

La Communauté de Communes Val de Saône Centre (CCVSC)

La Communauté de Communes résulte de la fusion de la Communauté de Communes Val-de-Saône Chalaronne et de la Communauté de Communes Montmerle Trois Rivières, au 1^{er} janvier 2017. Elle regroupe aujourd'hui 15 communes, soit une population d'environ 20 497 habitants (INSEE-RP2017). Montceaux représente 5,8% de cette population.



Source : <https://www.ccvsc01.org/>

Les compétences de l'intercommunalité sont :

- **Aménagement de l'espace** : SCoT, ZAC d'intérêt communautaire...
- **Développement économique** : ZA, commerce, tourisme
- **Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs** définis aux 1° à 3 du II de l'article 1er de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.
- **Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.**
- **Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI)**, dans les conditions prévues à l'article L.211-7 du code de l'environnement.
- **Protection et mise en valeur de l'environnement**, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie.
- **Politique du logement et du cadre de vie.**
- **Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire.**
- **Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire.**
- **Action sociale d'intérêt communautaire.**
- **Eau.**
- **Création et gestion de maisons de services au public** et définition des obligations de service public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.
- Etudes, réalisation et gestion du service **d'assainissement collectif.**

- **Gestion du réseau eaux pluviales** en réseau unitaire.
- Contrôle et réhabilitation des installations **d'assainissement non collectif**.
- **Versement de la contribution financière au budget du service départemental d'incendie et de secours** prévue à l'article L.1424-35 du code général des collectivités territoriales.
- **Transport des collégiens** résidant à moins de 3 km du collège de Montceaux, organisé en coordination avec le service gérant le transport scolaire à plus de 3 km et par délégation de l'autorité organisatrice compétente.
- **Transport des élèves des écoles élémentaires vers les gymnases communautaires**.
- **Gestion d'une structure d'hébergement touristique**, Les Gites de la Calonne à Guéreins.
- **Signalétique des sentiers de randonnée** classés au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR).
- **Etude, création, aménagement, balisage des itinéraires de randonnées** ayant vocation à être classés au PDIPR.
- **Etudes, aménagement et entretien du chemin de halage**.

Autres coopérations intercommunales

Via l'intercommunalité, la commune adhère également :

- Syndicat Mixte Intercommunal de Destruction des Ordures Ménagères Veyle Saône,
- Sivu d'aménagement hydraulique du canton de Saint-Trivier-sur-Moignans,
- Syndicat mixte Val de Saône – Dombes,
- Syndicat Intercommunal des Eaux de Montmerle et environs,
- Syndicat mixte intercommunal de collecte et traitement des ordures ménagères Saône Dombes,
- Syndicat des rivières des territoires de Chalaronne.

LES REGLES SUPRA-COMMUNALES

Principes généraux du code de l'urbanisme – L.101-2 du Code de l'Urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales;*
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux;*
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels;*
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel;*
- e) Les besoins en matière de mobilité;*

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ;

8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales. »

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Val de Saône - Dombes

La commune est concernée par le SCoT Val de Saône - Dombes approuvé lors du comité syndical du 20 février 2020.

Orienté selon un axe Nord-Sud en rive gauche de la Saône entre les pôles de Mâcon et de Lyon, le territoire du SCOT regroupe 34 communes : Chaneins et Valeins, appartenant à la communauté de communes Chalaronne Centre, ont intégré le périmètre du Scot de la Dombes en septembre 2014. Le périmètre ainsi défini s'étend sur les anciens périmètres de quatre Communautés de Communes : Montmerle 3 Rivières, Porte Ouest de la Dombes, Chanstrival, Saône Vallée et Val de Saône Chalaronne, le SIVOM Val de Mâtre et Villeneuve.

Dans le SCoT, Montceaux est identifiée en tant que commune de rang 3.

Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET)

L'élaboration d'un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) pour la Communauté de Communes Val de Saône Centre a débuté en janvier 2019. Cette démarche, conjointe à sept autres Communautés de Communes de l'Ain, a été initiée par le Syndicat intercommunal d'énergie et de e-communication de l'Ain (SIEA).

LE RESPECT DES ORIENTATIONS DU PADD

RAPPEL DES ORIENTATIONS DU PADD DU PLU

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU est organisé en 4 axes, fixant un cap pour le développement de la commune :

AXE 1 : Un projet de territoire garant du statut de pôle de proximité de la commune
Un projet démographique adapté à un statut de pôle de proximité
Des enjeux de renouvellement de la population
Un objectif de modération de la consommation foncière
AXE 2 : Faire du paysage, de l'environnement et de la biodiversité un atout territorial
Préserver un paysage et un environnement de qualité afin de valoriser l'habitat et les fonctions urbaines
Une trame bleue à préserver
Une trame verte à conforter
S'inscrire dans un projet participant à la préservation des ressources
AXE 3 : Trouver un équilibre entre dynamisme communal et intercommunal
Conforter le bourg comme cœur urbain stratégique de la commune
Intégrer le secteur Ouest de la commune et le pôle de développement de Visionis au fonctionnement communal
AXE 4 : Une économie diversifiée d'importance communale et intercommunale
Un territoire communal sur lequel l'activité agricole tient une place importante
S'inscrire dans la dynamique intercommunale d'accueil d'activités économiques
Préserver un tissu économique de proximité

UN PROJET QUI NE PORTE PAS ATTEINTE AUX ORIENTATIONS DU PADD DU PLU

Le projet de modification n°1 visant :

- La suppression de l'emplacement réservé R1 et la modification du zonage sur ce même secteur en reclassant les parcelles concernées de UE1 à A, le projet d'aménagement d'un équipement sportif n'étant plus d'actualité sur le site concerné ;
- La modification de l'emplacement réservé V2, la modification de l'OAP n°6 sur le secteur de Visionis et la modification du zonage sur ce même secteur en reclassant les parcelles concernées de 1AUx à Ux1, afin de prendre en compte le projet de développement d'une entreprise existante ;

ne remet pas en cause les orientations du PADD.

Il s'inscrit en cohérence avec l'axe 3 qui met en avant la volonté de « Trouver un équilibre entre dynamisme communal et intercommunal ».

LA MODIFICATION DU ZONAGE

LEGENDE :	
Zone Urbaine	
Ua	: Secteur ancien
Ub	: Secteur d'expansion
Uh	: Secteur d'expansion périphérique
Ux	: Activités économiques
Ux1	: Activités économiques (artisanat, industrie, bureaux uniquement)
Ue	: Equipements collectifs
Ue1	: Equipements collectifs
Zone à Urbaniser	
2AUb	: Zone d'habitat (moyen / long terme)
1AUb	: Zone d'habitat (court terme)
1AUx	: Extension des Activités économiques (court terme)
2AUx	: Extension des Activités économiques (moyen / long terme)
Zone Agricole	
A	: Secteur de renforcement de l'activité
Ap	: Secteur protégé
Ax	: Secteur d'activités de service (STECAL)
Zone Naturelle	
N	: Espaces naturels
Prescriptions particulières	
	: Boisement à préserver au titre de l'article L151-23 du CU
	: Espace boisé classé
	: Zones humides au titre de l'article L 151-23 du CU
	: Changement de destination
	: Élément remarquable du paysage (bâti) à préserver au titre de l'article L 151-19 du CU
	: Cheminement modes doux à préserver ou à créer au titre de l'article L 151-38 du CU
	: Alignement haie - arbre à protéger / à créer au titre de l'article L 151-23 du CU
	: Parcs et jardins à préserver au titre de l'article L 151-19 du CU
	: Nouvelle construction
	: Secteur soumis à des objectifs de mixité sociale au titre de l'article L 151-15 du CU
	: Secteur à OAP
	: Linéaire commerciale à protéger au titre de l'article L 151-16 du CU
	: Emplacement réservé pour équipement
	: Emplacement réservé pour voirie
	: Exploitations agricoles à titre d'information

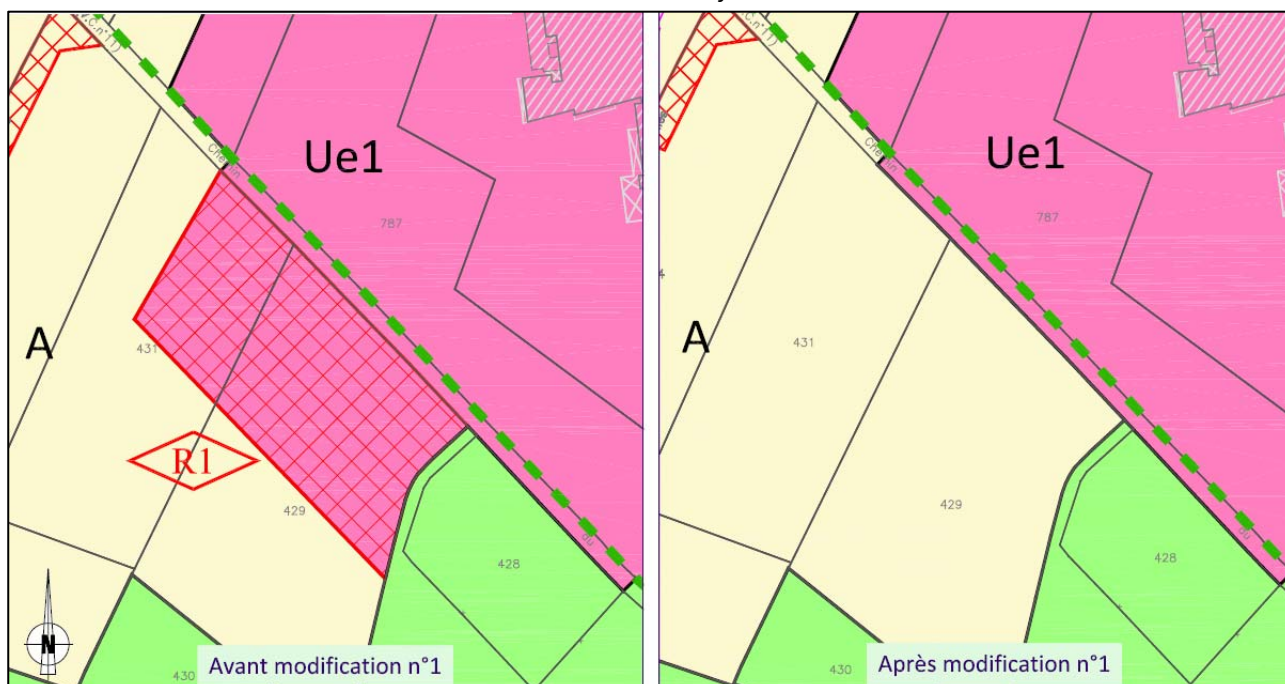
MODIFICATION DE LA ZONE Ue1/A

Le pôle d'équipements intercommunaux de Visiosport est classée en zone Ue1. Une emprise non bâtie, proche des équipements existants avait été classée en zone Ue1 afin d'y aménager un site sportif. Le projet d'équipement sportif n'est aujourd'hui plus d'actualité sur ce site. Ainsi la modification n°1 du PLU vise une mise en cohérence du zonage avec cette évolution. Le tènement concerné est reclassé en zone A, en continuité du foncier limitrophe également classé en zone A.

Extrait du plan de zonage :

Extrait du plan de zonage du PLU opposable

Extrait du plan de zonage du PLU modifié par la modification n°1



MODIFICATION DE LA ZONE Ux1/1AUx

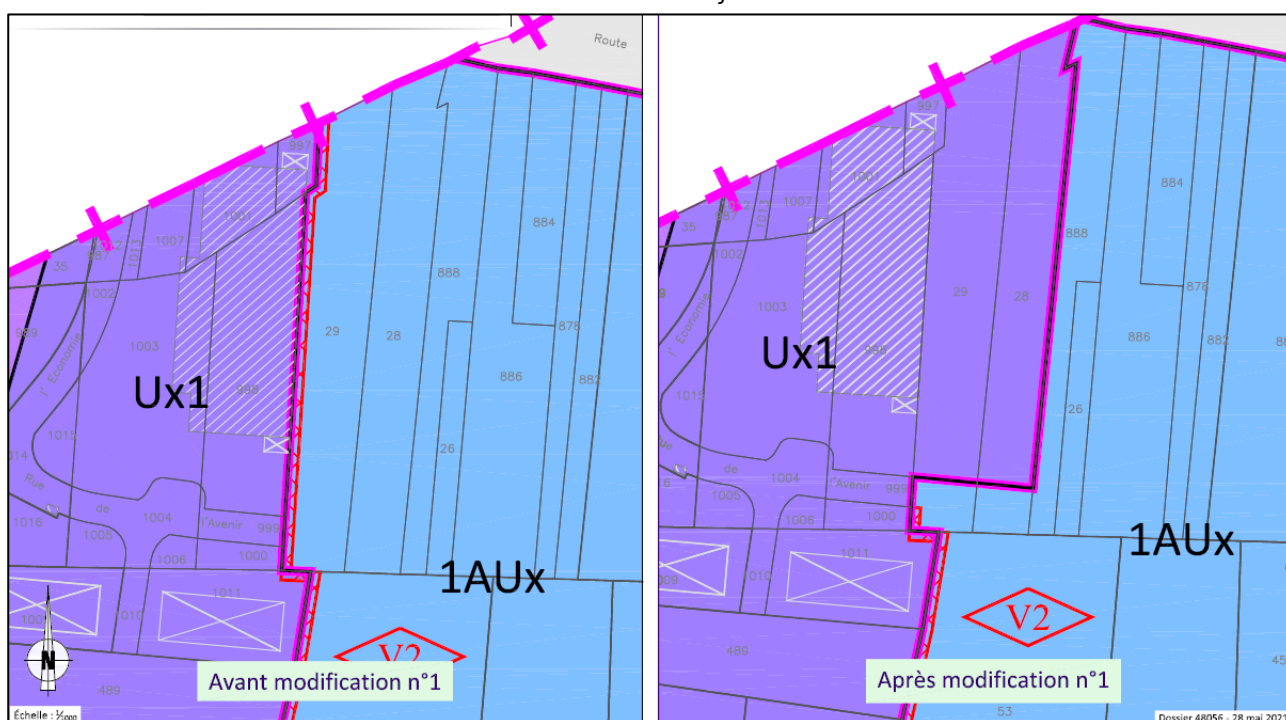
La partie aujourd'hui construite et aménagée de la zone d'activités de Visionis est classée en zone Ux/Ux1, alors que les secteurs dédiés au développement future de la zone sont classés en zone 1AUx et 2AUx. La modification n°1 du PLU entraîne une modification de zonage consistant en un transfert de surfaces entre les zones Ux1 et 1AUx.

Cette évolution du zonage est liée au projet d'agrandissement d'une entreprise implantée en zone Ux1, en limite avec la zone 1AUx. Au regard de la configuration de la parcelle de l'entreprise, la seule possibilité d'évolution est localisée sur du foncier inscrit en zone 1AUx. Cette évolution projetée de l'entreprise ne remet pas en cause l'organisation générale de l'espace dédié à l'extension de Visionis. L'agrandissement de la zone Ux1 se fait au plus juste du projet d'évolution de l'entreprise.

Extrait du plan de zonage :

Extrait du plan de zonage du PLU opposable

Extrait du plan de zonage du PLU modifié par la modification n°1



MODIFICATION n°1 du PLU – MONTCEAUX

Tableau des superficies avant / après modification n°1 :

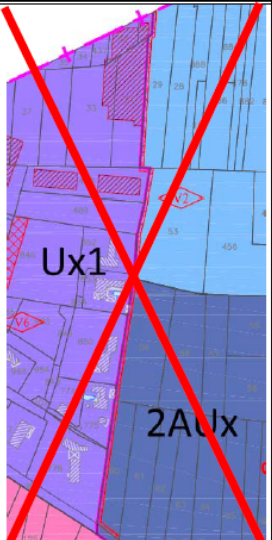
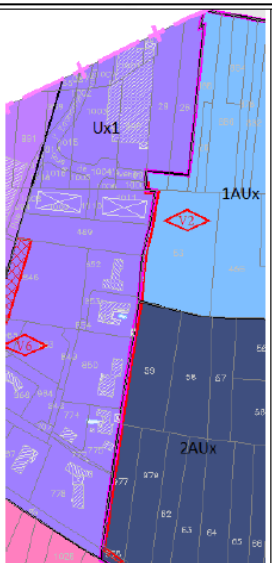
Zone	Superficie du PLU (ha)	Superficie du PLU modifié (ha)	Evolution (ha)
Ua	3,71	3,71	
Ub	20,24	20,24	
Uh	20,91	20,91	
Ue	1,93	1,93	
Ue1	10,49	9,92	- 0,57
Ux	4,01	4,55	+ 0,54
Ux1	4,82	4,82	
Zones urbaines U	66,11	66,08	- 0,03
1AUx	9,37	8,83	- 0,54
2AUx	4,20	4,20	
1AUb	1,95	1,95	
2AUb	1,45	1,45	
Zones à urbaniser AU	16,97	16,43	- 0,54
Zones U/AU	83,09	82,52	- 0,57
Ax	0,83	0,83	
A	43,88	44,45	+ 0,57
Ap	678,19	678,19	
Zones agricoles A	722,90	723,47	+ 0,57
N	200,40	200,40	
Zones naturelles N	200,40	200,40	
Zones A/N	923,31	923,88	+ 0,57
Commune	1006,39	1006,39	

LA MODIFICATION DE LA LISTE DES EMPLACEMENTS RESERVES

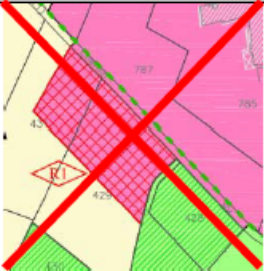
La modification n°1 concerne la modification des emplacements réservés. La liste des emplacements réservés est modifiée en supprimant l'ER-R1, en modifiant l'ER-V2 :

- Suppression de l'emplacement réservé R1, le projet d'aménagement d'un équipement sportif n'étant plus d'actualité sur le site concerné ;
- Modification de l'emplacement réservé V2, afin de prendre en compte le projet de développement d'une entreprise existante, et la redéfinition du tracé d'un futur chemin à vocation douce entre le collège et la future voie de desserte de la zone d'activités, au lieu de la RD17, aucun liaison douce n'existant au droit de la RD17.

Extrait à la pièce n°4d des emplacements réservés :

* les numéros de parcelles sont donnés à titre indicatif et peuvent être modifiés.					
N°	Localisation	Références cadastrales *	Objet	Largeur de la plate-forme ou emprise approximative	Bénéficiaire
Voirie					
V2		29p, 53p, 59p, 60p, 488p	Création d'un chemin, entre la RD17 la future voie de desserte de l'extension de la zone d'activités et le Collège, route de Francheleins	3 m	CCVSC
					

MODIFICATION n°1 du PLU – MONTCEAUX

Equipements				
R1		429p, 431p	Aménagement d'un équipement sportif	5 690 m ² CCVSC
Supprimé par la modification n°1				

LA MODIFICATION DES ORIENTATIONS D'AMENAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

En cohérence avec l'évolution du zonage sur le secteur de Visionis, la modification n°1 du PLU concerne également l'OAP n°6 « secteur de Visionis/extension ».

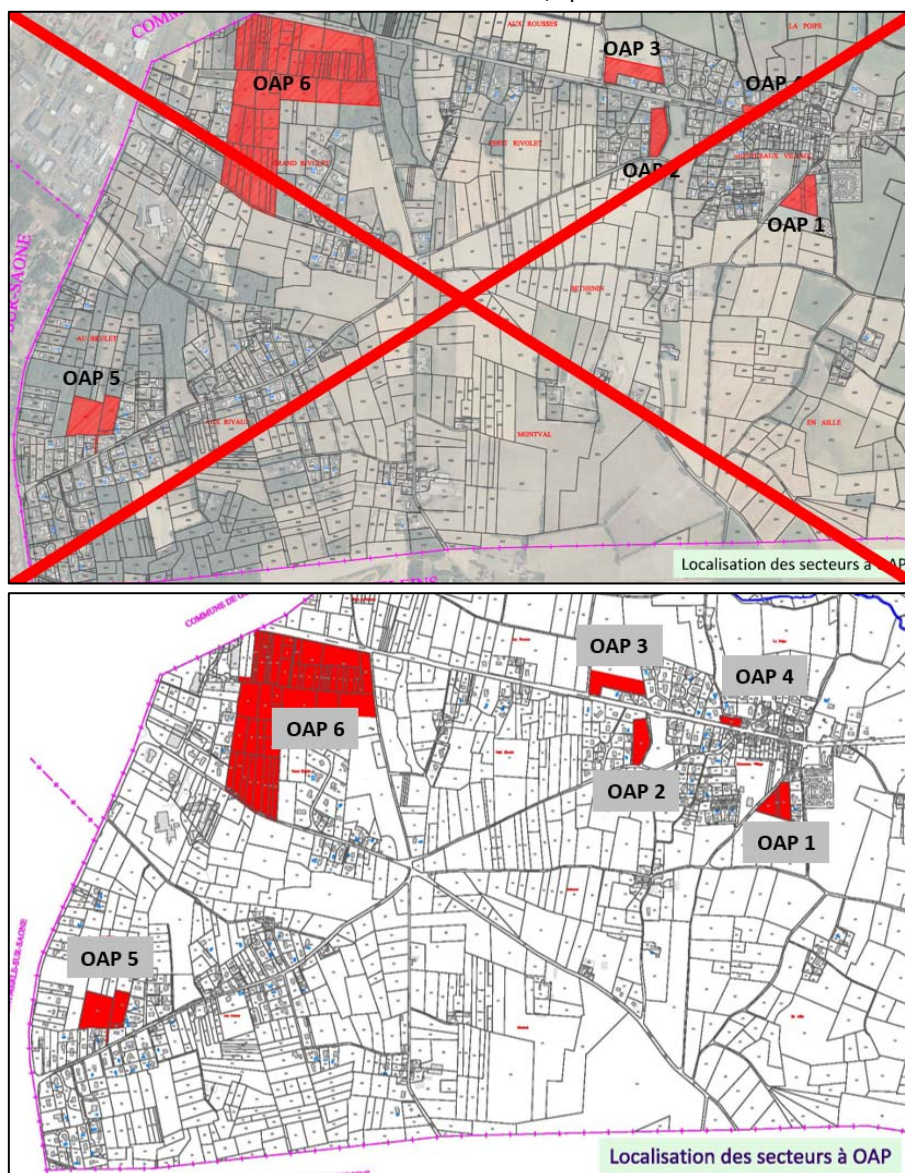
Il s'agit d'une part de modifier le périmètre de l'OAP, en adéquation avec les nouvelles limites de la zone 1AUx :

- La carte de localisation des secteurs à OAP est actualisée.
- La surface du secteur soumis à OAP est actualisée.

D'autre part, il s'agit de modifier l'orientation relative à la continuité mode actifs définie à l'ouest du site, en cohérence avec la modification de l'emplacement réservé V2.

Extrait à la pièce n°3 : orientations d'aménagement et de programmation :

Localisation des secteurs à OAP : avant/après modification n°1



OAP n°6 : secteur de Visionis/extension : avant/après modification n°1

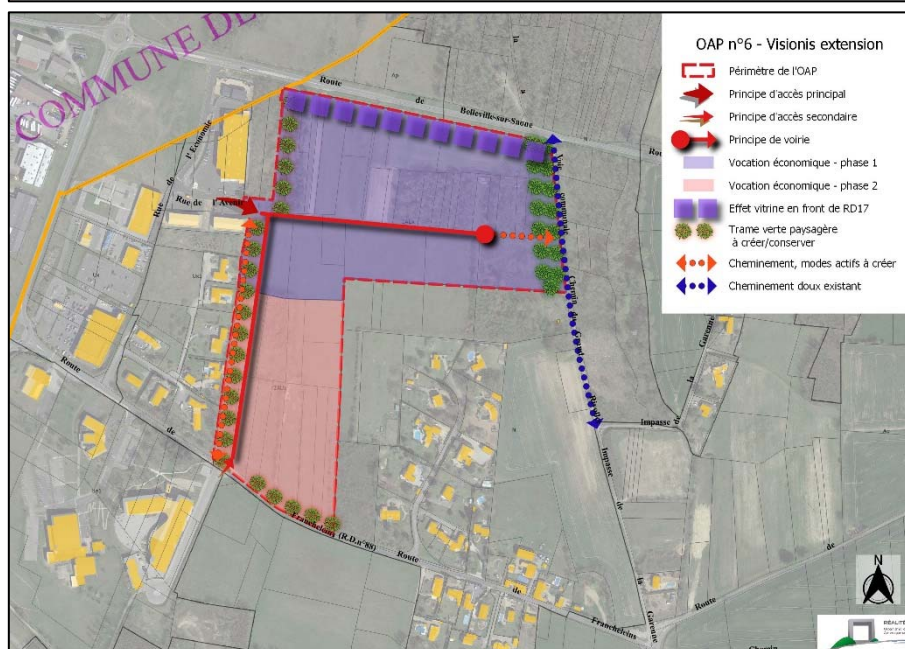
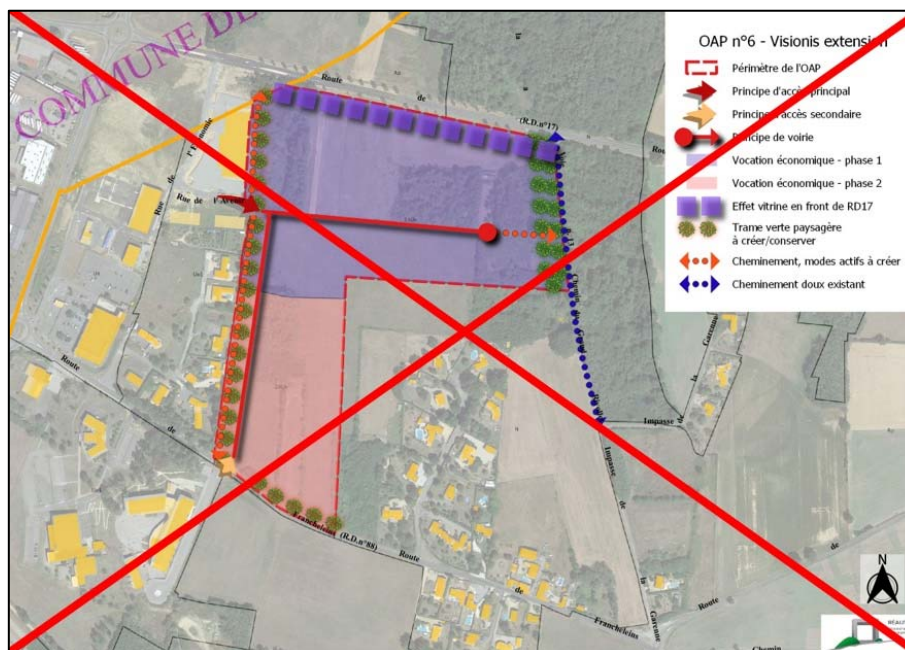
OAP n°6

Description du site :

- Zonage : zones 1AUx et 2AUx.
- Superficie : environ ~~135 740 m² (soit 13,57 ha)~~ 130 347 m² (soit 13,03 ha).
- Localisation : secteur inscrit à l'extrémité Ouest du territoire communal à l'interface avec la commune de Guéreins, en continuité d'entreprises implantées au sein de la zone d'activités intercommunales de Visionis.
- Accès-desserte : voie de desserte interne de la zone d'activités existante.

Orientations d'aménagement :

- Composition fonctionnelle :
 - Zone à vocation économique industrielle, artisanale, de bureaux.
 - Ouverture à l'urbanisation en 2 phases minimum.
 - Le bâti en front de RD17 pourra accueillir des activités accueillera des locaux d'activités intéressées par un effet vitrine.
- Desserte et déplacements modes actifs :
 - La voie de desserte structurante interne de la zone sera connectée à la voie de desserte interne existante, en un seul point de connexion sécurisé.
 - Un accès secondaire, sous réserve d'un aménagement sécurisé, pourra se faire sur la RD88.
 - Aucun nouvel accès ni aucune connexion viaire ne se fera sur la RD17.
 - La voie de desserte structurante interne de la zone se terminera par une aire de retournement.
 - Cette voie de desserte structurante interne disposera :
 - d'un gabarit de minimum 6,5 mètres de chaussée
 - accompagnée d'une noue et/ou espace arboré mono-latéral de 2 mètres minimum
 - et d'un cheminement modes actifs mono-latéral de 1,5 mètre minimum
 - des stationnements pourront être réalisés le long de la voie au besoin.
 - Des voies secondaires pourront permettre de desservir l'ensemble de la zone.
 - Une continuité modes actifs sera à assurer à l'Ouest du site, entre la RD88 et la **voie de desserte structurante interne de la zone** ~~la RD17~~.
 - Une continuité modes actifs sera à assurer entre la voie de desserte de la phase 1 d'aménagement et le chemin du Grand Rivollet.
 - Une mutualisation des stationnements sera recherchée au sein de la zone.



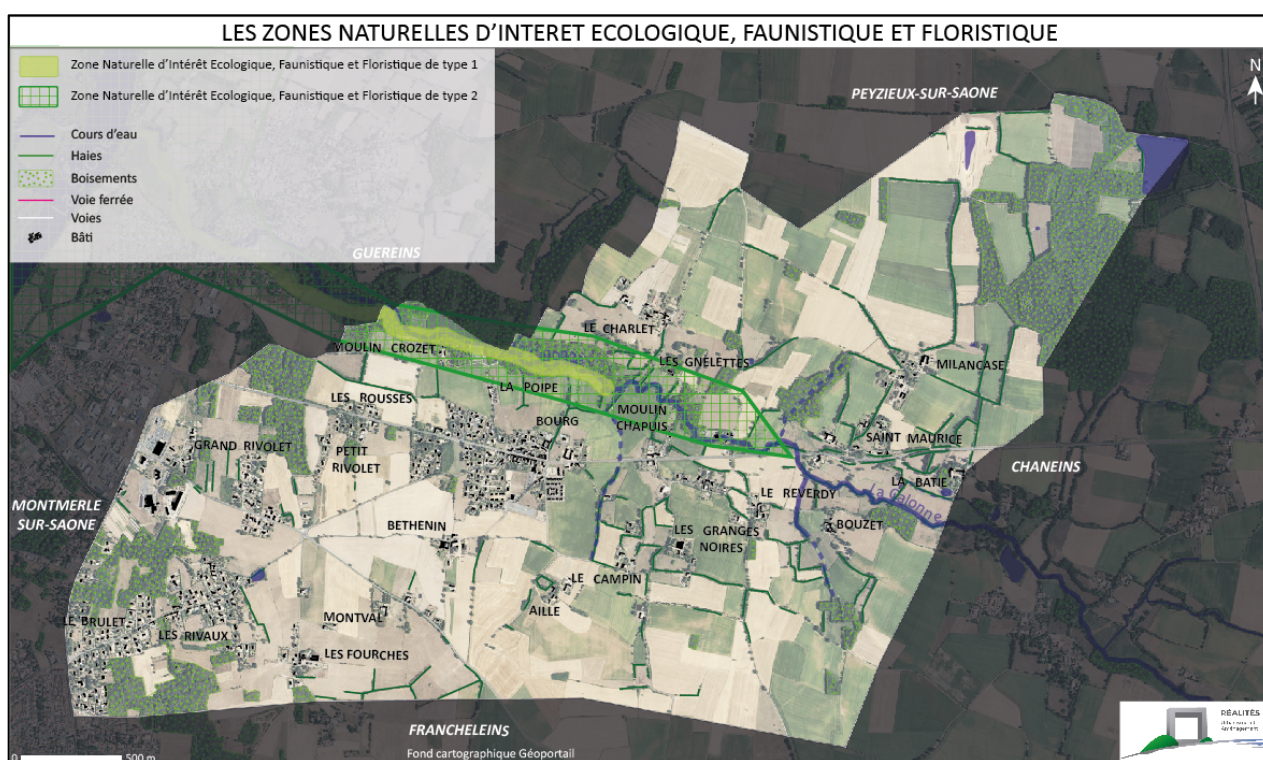
LA PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT

LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

- LES ZNIEFF

La commune de Montceaux est concernée par plusieurs inventaires :

- La Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type II "Val de Saône méridional". Il s'agit d'un ensemble naturel qui concerne le cours de la Saône, ses annexes fluviales et sa plaine inondable. La délimitation se restreint à la rivière proprement dite, à ses îles et à ses franges immédiates. Il concerne également certains milieux naturels annexes (secteurs sableux au nord, espaces bocagers frangeant le champ d'inondation vers l'est...), ainsi que le débouché de plusieurs vallées affluentes qui conservent sur une échelle moindre des ensembles remarquables.
- La ZNIEFF de type 1 « Partie aval du ruisseau de la Calonne ». Cette ZNIEFF correspond au cours de la Calonne sur sa partie aval.

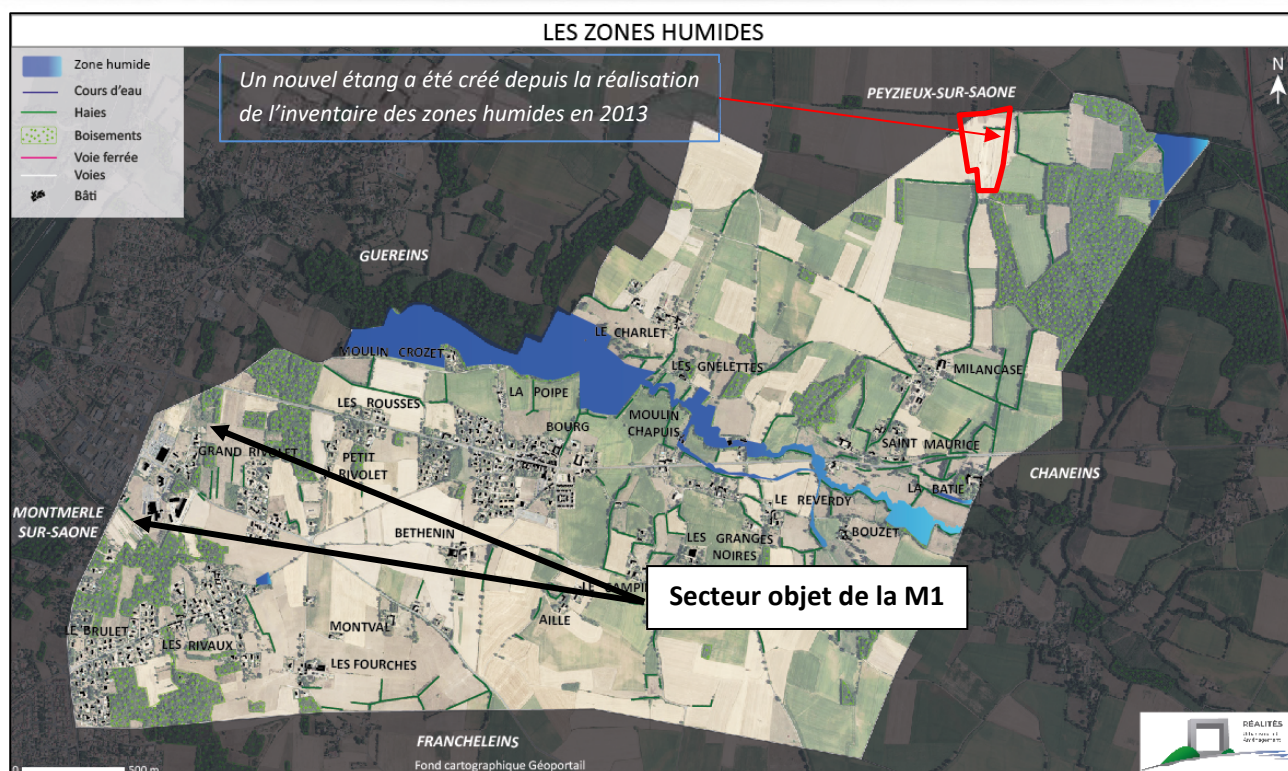


- LES ZONES HUMIDES

Selon l'inventaire du Département de l'Ain de 2013, les zones humides référencées sur le territoire communal sont les suivantes :

- les étangs du « vieux de Vaux » ;
- la rivière de la Calonne ;
- la mare des Rivaux ;
- la peupleraie du « vieux de Vaux ».

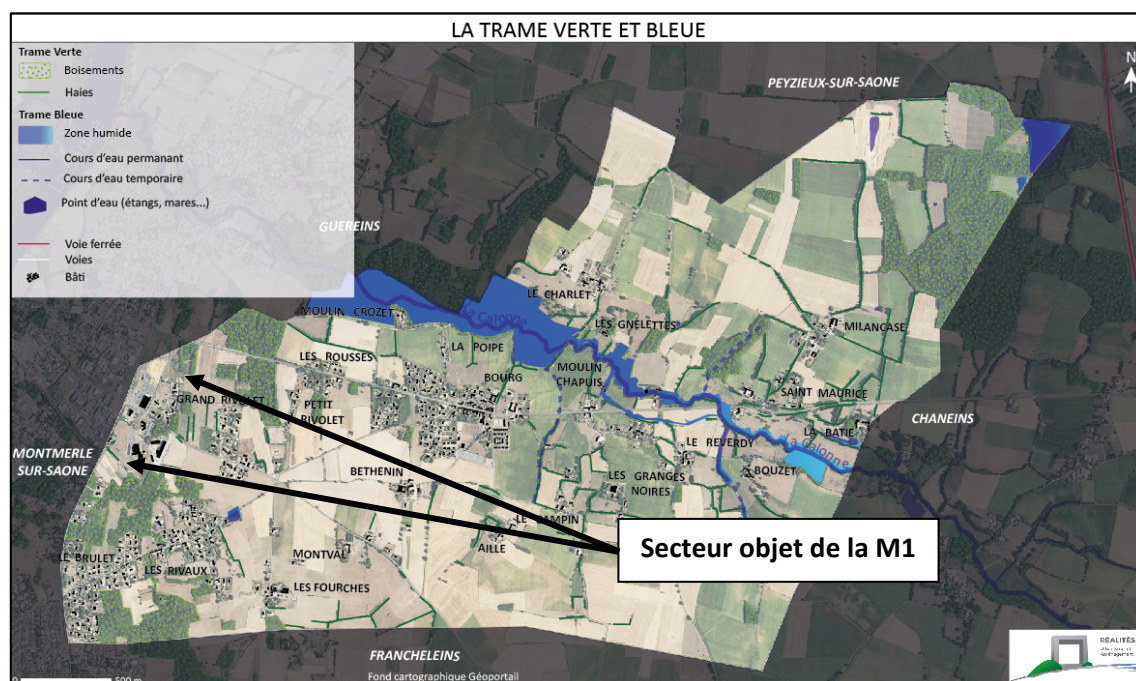
Depuis 2013, un étang a été créé au nord de la commune, au sein de la zone agricole.



- LES TRAMES VERTES ET BLEUES

La trame bleue est définie par le réseau hydrographique, sa ripisylve, et les zones humides d'une part.

La trame verte est constituée des boisements encore présents sur la commune, voire au sein des zones humides le long de la Calonne, d'un réseau bocager essentiellement sur la moitié sud de la commune.



- LE SRADDET

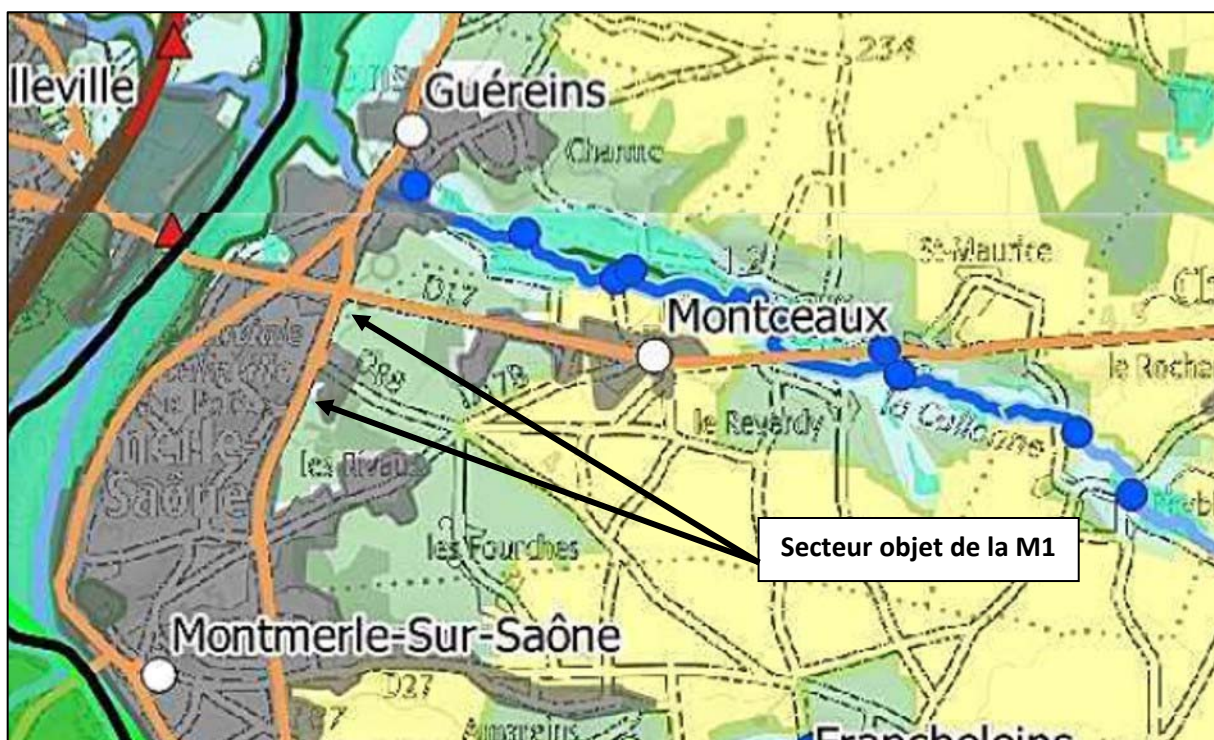
Le SRADDET a été approuvé par le Conseil Régional en Décembre 2019 et est opposable aux documents de planification depuis son approbation par le Préfet de Région par arrêté du 10 Avril 2020. Ce document fixe des objectifs à horizon 2030, notamment en matière de biodiversité, à l'échelle régionale.

MODIFICATION n°1 du PLU – MONTCEAUX

Le SRADDET a notamment pour objectif la préservation et la restauration des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques, pour assurer une meilleure connectivité des milieux. Les règles suivantes s'appliquent sur la commune de Montceaux, en matière de biodiversité :

- Préserver les continuités écologiques en évitant leur urbanisation
- Préserver les réservoirs de biodiversité
- Préserver la trame bleue
- Préserver les milieux agricoles et forestiers supports de biodiversité
- Préserver la biodiversité ordinaire

Les secteurs objets de la modification n°1 du PLU sont inscrits en « espaces perméables liés aux milieux terrestres ».



Trame Verte :



Réservoir de Biodiversité

Trame Bleue :



Cours d'eau de la Trame Bleue



Zone humide

Espaces perméables relais :



Espaces perméables liés aux milieux terrestres

Obstacles :



Obstacles ponctuels de la Trame Verte



Obstacles ponctuels de la Trame Bleue

Source : SRADDET - Atlas cartographique : annexe biodiversité

L'ABSENCE D'IMPACT SUR LES PROTECTIONS ENVIRONNEMENTALES

L'évolution du PLU porte uniquement sur :

- Un échange de surface d'environ 0,5 ha entre les zone Ux1 et 1AUx,
- Une réduction de surface d'environ 0,5 ha de la zone Ue1 au profit de la zone A,
- La suppression et la réduction d'emplacements réservés,
- La mise en cohérence d'une OAP avec les modifications précitées.

Les modifications apportées par la présente procédure ne concernent donc ni la réduction d'une zone agricole ou naturelle, ni la modification ou la suppression d'une trame spécifique relative à la prise en compte des enjeux environnementaux sur le territoire. Elles n'affectent aucun des sites à enjeux qui concernent le territoire, ceux-ci restant intégralement préservés, et n'auront donc pas d'impact négatif sur les secteurs à enjeux environnementaux.

CONCLUSION

Cette procédure de modification n°1 du PLU engendre une adaptation du document précédent, en matière de zonage, de liste des emplacements réservés et d'OAP. Toutefois, l'adaptation reste mineure et ne porte pas atteinte à l'économie générale du PADD ni du PLU et ne comporte pas de graves risques de nuisances.

La modification n°1 du PLU ne prévoit aucune extension d'urbanisation et ne remet en cause aucune protection. Elle n'a pas d'impact sur l'environnement, dans la mesure où elle n'engendre aucune réduction des zones A et N, et des continuités écologiques.

Le zonage, les emplacements réservés et les OAP modifiés seront intégrés au PLU.

ANNEXES

ANNEXE N°1 : ARRETE DU MAIRE PRESCRIVANT LA PROCEDURE DE MODIFICATION N°1 DU PLU EN DATE DU 1^{ER} JUIN 2021

Commune de Montceaux

**ARRETE ENGAGEANT LA PROCEDURE DE MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL
D'URBANISME DE LA COMMUNE DE MONTCEAUX
Arrêté n° 2021/21**

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 153-36 et suivants,

Vu le plan local d'urbanisme de MONTCEAUX, approuvé le 17 décembre 2020 par le Conseil municipal,

Considérant que le PLU nécessite d'être modifié pour supprimer l'emplacement réservé R1 et modifier le zonage sur ce même secteur en reclassant les parcelles concernées de UE1 à A, le projet d'aménagement d'un équipement sportif n'étant plus d'actualité sur le site concerné,

Considérant que le PLU nécessite d'être modifié pour modifier l'emplacement réservé V2, modifier l'OAP n° 6 sur le secteur de Visionis, modifier le zonage sur ce même secteur en reclassant les parcelles concernées de 1AUx à Ux1, afin de prendre en compte le projet de développement d'une entreprise existante,

Considérant que cette modification entre dans le champ d'application de la procédure de modification dite de droit commun,

Considérant que la procédure de modification n°1 est menée à l'initiative de Monsieur le Maire de MONTCEAUX,

ARRETE

Article 1 : En application des dispositions des articles L153-36 et suivants du Code de l'urbanisme, une procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de MONTCEAUX est prescrite.

Article 2 : Le projet de modification n° 1 porte sur :

- la suppression de l'emplacement réservé R1 et la modification du zonage sur ce même secteur en reclassant les parcelles concernées de UE1 à A, le projet d'aménagement d'un équipement sportif n'étant plus d'actualité sur le site concerné;
- la modification de l'emplacement réservé V2, la modification de l'OAP n° 6 sur le secteur de Visionis et la modification du zonage sur ce même secteur en reclassant les parcelles concernées de 1AUx à Ux1, afin de prendre en compte le projet de développement d'une entreprise existante.

Les modifications du PLU concernent donc le plan de zonage, la liste des emplacements réservés et les orientations d'aménagement et de programmation.

Article 3 : Le projet de modification n'est pas soumis à la concertation (article L103-2 du code de l'urbanisme), mais fera l'objet d'une enquête publique au cours de laquelle les habitants pourront s'exprimer.

Article 4 : Le dossier de modification n° 1 sera transmis pour avis à Monsieur le Préfet ainsi qu'aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'urbanisme, avant l'ouverture de l'enquête publique, en application de l'article L153-40 du Code de l'urbanisme. Le dossier sera ensuite soumis à enquête publique avant d'être approuvé en conseil municipal.

Article 5 : Cet arrêté fera l'objet de mesures de publicité définies aux articles R153-20 à R153-22 du code de l'urbanisme.
Cet arrêté sera affiché pendant un mois en Mairie.
Mention de cet arrêté sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.
Une copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet.

Montceaux, le 01 juin 2021

Le Maire,
Jean-Claude DESCHIZEAUX

A blue circular official stamp of the Municipality of Montceaux (Ain) is placed over a handwritten signature in blue ink.

Certifié exécutoire

Affiché le : 03/06/2021

Transmis en Préfecture le : 04/06/2021

Le Maire

Jean-Claude DESCHIZEAUX

A blue circular official stamp of the Municipality of Montceaux (Ain) is placed over a handwritten signature in blue ink.

ANNEXE N°2 : COURRIER DE LA CCDSV



Montceaux, le 6 mai 2021

Le Président
A
Monsieur le Maire
Mairie
124 Route de Belleville
01 090 MONTCEAUX

SECRETARIAT
Dossier suivi par Corinne DELORME
Directrice
☎ 04.74.06.46.26
✉ accueil@ccvsc01.org

Objet : Levée de réserve d'emplacement sur les parcelles E 431 et E 429

Monsieur le Maire,

La communauté de communes souhaitait préserver un espace foncier à proximité de son périmètre existant pour y implanter des équipements supplémentaires, raison pour laquelle le choix s'était porté sur les parcelles E 431 et E 429 que la commune de Montceaux avait fléchées dans son Plan Local d'Urbanisme.

Depuis, la communauté de communes a pu acquérir un autre tènement répondant à ses besoins. C'est pourquoi il est proposé de lever cette réserve d'emplacement sur les parcelles E 431 et E 429 les rendant ainsi entièrement disponibles à vocation agricole.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Président,

Jean-Claude DESCHIZEAUX

Siège : Parc Visiosport Le Grand Rivolet 166 Route de Francheleins – 01090 MONTCEAUX
Tél. 04 74 06 46 26
Site internet : www.ccvsc01.org - E-mail : accueil@ccvsc01.org
SIRET : 200 070 118 00019